LA LIBERTÉ

JOURNAL DE LYON.

BUREAUX { Chez M. GUILBERT, libr., rue Puits-Gaillet, 3.
Chez Mme PHILIPPE née BAUDIER, r. St-Dominique, 7.
A l'imprimerie des Halles de la Grenette.
A Paris, chez M. LEJOLIVET, rue N.-D.-des-Victoires.

ABONNEMENT { Lyon. . . . . Un an. 24 fr. Six mois. 13 fr. Trois mois. 7 fr.
Hors Lyon. 30 16 9
Etranger. 40 22 12

10 centimes le numéro.

Les lettres relatives à la rédaction doivent être adressées à M. le directeur de la Liberté, rue de la Liberté, 4.—Affranchir.

Lyon, 22 novembre 1848.

Des intérêts des partis

SUR LA QUESTION DE LA PRÉSIDENTIE.

§ 2. Du parti de l'ordre.

Rien n'est plus respectable que les sentiments et les intérêts qui constituent ce parti; ou, pour mieux dire, ces sentiments et ces intérêts ne sont pas ceux d'un parti, ce sont ceux de l'immense majorité de la société. La société a les mêmes besoins que l'individu, des besoins moraux et des besoins physiques; aux uns et aux autres, il est dû sécurité, sécurité pour la circulation de la pensée, sécurité pour la circulation de la richesse. Lorsque cette première condition de toute organisation sociale n'existe pas, l'ordre est gravement troublé. L'ordre, c'est la liberté bien entendue, c'est la protection accordée également à tous, c'est la justice.

Mais on peut encore entendre cette expression *ordre* d'une autre façon indépendante de la bonne volonté de ceux qui gouvernent. Nous voulons dire la stabilité de la forme politique qui donne confiance au travail et, par le crédit, entretient l'activité industrielle qui est une si grande part de la vie des sociétés modernes. C'est plus que la paix, c'est la croyance commune à la durée de la paix. Cette espèce d'ordre redoute tous les changements, même ceux qui conduisent à un état meilleur, toutes les révolutions, même celles qui sont nécessaires et providentielles, toutes les guerres, même celles qui ont pour but la liberté ou pour mobile l'honneur. On sent bien qu'ici les besoins intellectuels et moraux sont souvent en opposition avec les besoins matériels et physiques; mais enfin le devoir des gouvernements, c'est de donner à ces derniers toute la satisfaction compatible avec ceux qui sont d'un ordre supérieur. De même qu'un individu, un peuple ne peut remplir sa fonction qu'à la condition de vivre.

La révolution de Février a eu, sous le rapport dont nous nous occupons, des résultats désastreux. Elle a brisé en France une activité industrielle factice, exagérée, monopolisée par l'agiotage, étalant des dehors de prospérité qui recouvraient des causes profondes de ruine. C'était l'état de ces grandes maisons qui recélaient la banqueroute sous le renom d'immenses richesses, et qui marchent par le moyen d'un crédit immérité jusqu'à ce que le vent d'une crise souffle sur ces apparences menteuses. La révolution de Février a été la crise qui a mis à nu le mal réel et ancien. Elle n'a pas produit le désastre, mais elle l'a fait éclater. L'ébranlement inévitable que toute révolution amène a été aggravé par l'effet particulier de celle-ci qui joignait le caractère social au caractère politique. De là des accidents, des troubles, des violences d'une nature bien plus profonde, et qui révèlent un mal dont le remède est encore à trouver; de là un problème tout vivant, tout actuel, tout urgent et pourtant à solution impossible; de là cent théories contradictoires faisant irruption dans la société, non pas comme des théories qui se disputent dans le domaine de l'idée, mais réclamant au nom de l'in-

connu et de l'inexpérimenté la direction positive et absolue, et se ligant pour détruire le passé par la violence brutale sans s'accorder sur le système qui doit nous guider dans l'avenir. Mais qu'importent les diverses causes du mal? Est-il moins réel? Ne devons-nous pas compatir à ces souffrances que, depuis Février, nous voyons surgir de toutes parts? — Oui, nous avons pour ces misères une commiseration profonde. Nous désirons les voir cesser aussi vivement que qui que ce soit, et nous concevons, nous absolvons les plaintes, même les ressentiments mal fondés qu'elles suscitent. Mais il s'agit de les faire disparaître, de les atténuer au moins; il faut pour cela non pas de la passion qui aggrave les choses, mais de la patience, de la réflexion calme et froide. Voyons donc.

Sert-il à quelque chose de dire que la révolution de Février ne vaut pas le mal qu'elle a fait naître? C'est une opinion que nous ne discuterons pas; nous admettrons seulement comme une chose certaine, que les révolutions même les meilleures ne produisent leurs fruits que dans l'avenir et qu'elles sont pour les générations qui les font ou qui les subissent un enfantement plein de douleurs et d'angoisses. Nos pères nous ont transmis les fruits de 1789, à travers les dures années de 1793 et 1794, et nous qui sommes leurs héritiers, nous avons aussi à fournir notre contingent de labeurs pour transmettre à nos enfants leur œuvre confirmée et achevée. Mais quoi qu'il en soit, on peut regretter que la révolution de 1848 soit arrivée; il n'est au pouvoir de personne de faire qu'elle ne soit pas arrivée. La sagesse n'est pas de lutter contre les faits, mais de s'arranger avec eux.

Notre besoin le plus urgent, c'est la stabilité et le repos; il s'agit de savoir où nous les trouverons et à quel régime nous devons demander abri. Or, il y en a au moins six qui se présentent en concurrence, savoir trois monarchistes, qui se rallient le premier à la branche aînée des Bourbons, le second à la branche cadette, le troisième à la dynastie impériale; et trois républicains, le premier socialiste, le second démocratique-montagnard, le troisième démocratique-constitutionnel. C'est celui-ci dont nous jouissons depuis les journées de juin, et il a pris sa forme définitive dans la Constitution qui vient d'être promulguée. C'est celui que nous croyons le plus propre à procurer à la France la sécurité et l'ordre, car il concilie avec les besoins du progrès le plus indéfini et avec l'accomplissement pacifique de toutes les réformes, les avantages d'un pouvoir régulier.

Un retour au gouvernement monarchique, quelle que soit l'espèce de monarchie dont il s'agisse, c'est une contre-révolution, c'est-à-dire quelque chose qui n'est pas moins agité qu'une révolution, et qui ne coûte pas moins cher. A demi ruinés par Février, il faudrait donc nous achever pour détruire l'œuvre de Février! Nous pensons qu'il vaut mieux rester comme cela, et tâcher de nous reposer dans la République, puisque nous l'avons. Et remarquons bien que le parti de la République balance, à lui tout seul, tous les partis monarchiques réunis, puisqu'ils ont été obligés de se coaliser contre lui, et que tous ensemble encore ils ne semblent avoir

quelque chance qu'en s'appuyant sur un sentiment qui n'est pas au fond monarchique, l'engouement qu'on suppose aux campagnes pour le nom révolutionnaire de Bonaparte.

Etrange coalition que celle qui se forme contre la démocratie modérée. De ces trois catégories de prétendants, il n'en est pas une dont les espérances ne reposent sur des désordres et des malheurs publics, sur une série de mouvements et de tempêtes. En voici un qui ne brigue la première magistrature républicaine que poussé par des hommes qui veulent en faire un instrument pour abattre la Constitution et la République! Pour une portion de ses partisans, il sera un empereur sérieux et à toujours; pour les autres, il ne sera qu'une transition et qu'un passage; on ne l'adopte que provisoirement, ainsi qu'on le lui déclare à la face, et l'on compte sur son incapacité et sur ses fautes. Supposez que la coalition réussisse! aussitôt deux des partis qui la constituent se détachent du troisième pour renverser l'œuvre qu'ils auront élevée en commun, et qui sait s'ils ne viendront pas alors solliciter le levier républicain, abattant tour à tour la République par le bonapartisme, et le bonapartisme par la démocratie, tant qu'ils ne les auront pas irrévocablement usés l'un et l'autre.

Et c'est devant vous, hommes de principes et de convictions, qu'on ose étaler une telle morale! C'est vous, propriétaires, négociants, cultivateurs, chefs d'industrie, qui avez besoin, avant tout, du calme et de la paix qu'on espère entraîner dans une voie d'agitations successives et sans limites! Et cela s'appelle le parti de l'ordre!

Aussi, voyez ce qui s'est passé. Est-ce que l'activité industrielle, qui semblait renaître après que la république modérée fut consolidée en juin, ne s'est pas tout d'un coup arrêtée, lorsque s'est déclarée la ligue des trois monarchies? Est-ce que de toutes parts, lorsque quelque transaction tant soit peu importante est proposée dans le commerce et dans l'industrie manufacturière, on n'entend pas cette réponse banale: *Nous verrons après la présidence*? Qu'est-ce donc que l'on redoute? Quel est cet inconnu devant lequel on tremble? Qui nous fait ces périls, si ce n'est vous, ô soi-disant amis de l'ordre? Non, ce n'est pas l'ordre que vous voulez, c'est le désordre. Nous le constatons avec douleur; il y a six mois, le désordre nous venait d'en bas, maintenant il nous menace d'en haut. Hélas! ces prolétaires qui troublaient et ensanglantaient nos rues, ils avaient pour excuse la faim et l'ignorance; mais vous qui avez tant d'intérêt au calme et à la sécurité et qui faites tout ce qui est propre à en éloigner les bienfaits, quelles sont donc les passions aveugles qui vous transportent?

Nous croyons aux inspirations du bon sens; nous croyons que les agitateurs en seront pour leurs frais, et qu'ils ne méneront pas la masse des propriétaires, des cultivateurs, des commerçants et des manufacturiers, en leur donnant le mot à la place de la chose, le fantôme à la place de la réalité. Le parti de l'ordre, c'est le nôtre, c'est celui de la démocratie constituée dans les lois, celui de République honnête qui se rallie au nom de Cavaignac et qui appelle sous son

BULLETIN DE LA LIBERTÉ

Biographies politiques.

LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC.

Eugène Cavaignac, né à Paris en décembre 1802, y fait ses études au collège Sainte-Barbe.
Elève de l'école Polytechnique à dix-huit ans, il en sort pour faire la campagne de Morée comme capitaine en second dans le 2^e régiment du génie. Il s'y distingue et rentre en France capitaine en premier.
En 1830, à Arras, il se déclare un des premiers pour les principes de la révolution de juillet. — En 1831, il signe le projet d'association nationale. — Il est mis en non activité.
En 1832, il est envoyé en Afrique capitaine dans le 2^e régiment du génie.
En 1833, sous les ordres du général Desmichels, le 4 juin, dans un combat contre Abd-el-Kader, le capitaine Cavaignac, qui dirigeait la construction d'un blockhaus, se distingue par tant de sang-froid et d'intelligence, que sa conduite est mise à l'ordre de l'armée. Il est nommé chevalier de la Légion d'Honneur. — En 1834, il prend part à l'expédition de Mascara.
1836 (Janvier). Le maréchal Clauzel lui donne le commandement de la citadelle de Tlemcen: la défense est héroïque. Le maréchal ayant annoncé au capitaine Cavaignac qu'il demanderait pour lui le grade de chef de bataillon. Il répond qu'il n'acceptera rien s'il est le seul récompensé et si on ne tient pas la promesse qui a été faite de donner un grade à chaque officier de son bataillon. (*Annales algériennes*).
Le général Bugeaud écrit: « Cavaignac est un officier instruit, ardent, zélé, susceptible d'un grand dévouement, qui,

joint à sa haute capacité, le rend propre aux grandes choses, et lui assure de l'avenir. »

En 1837, en même temps que ses sous-officiers reçoivent des récompenses bien méritées, il est nommé chef de bataillon.

En 1839, malade, en congé, il publie un ouvrage remarquable sur la régence d'Alger.

Dans une sortie faite contre les Arabes, il est blessé d'une balle à la cuisse. On l'apprend à Paris par des lettres particulières; Cavaignac n'en avait pas parlé dans son bulletin officiel.

En 1840, Cavaignac est nommé lieutenant-colonel des zouaves.

Le général Changarnier, allant ravitailler Milianah avec une poignée d'hommes, au milieu de populations belliqueuses, dans un pays montagneux, Cavaignac est chargé de faire l'arrière-garde avec ses zouaves.

Il est blessé d'une balle au pied. Son cheval est tué sous lui.

Il soutient la retraite avec une bravoure, un sang-froid et une habileté qui excitent l'admiration générale.

En 1841, il reçoit une importante mission, l'établissement d'Es-Snam. Il part avec 2,500 hommes, et en 1844, au milieu d'une plaine où l'on ne voyait d'abord que quelques morceaux de terres cultivées, s'étaient élevés des établissements militaires de tous genres, des maisons de colons, un aqueduc, une église. Pendant qu'il bâtit cette ville, il combat et soumet les tribus environnantes. Il est nommé commandant de la division de Tlemcen. Il garde ce commandement trois ans. Lors du soulèvement de 1843, menacé de tous côtés, il oppose une résistance si habile et si vigoureuse, qu'il attend, sans se laisser entamer, l'arrivée de Lamoricière qui venait à son secours avec cette activité devenue proverbiale chez les Arabes. Depuis, il s'occupe sans relâche de la conquête et de la colonisation.

De retour en France après avoir fait pendant seize ans la

guerre en Afrique, au mois de juin 1848, le général Cavaignac sauve Paris de la plus horrible terreur et des dangers les plus grands. Il fait triompher l'ordre et préserve la ville du pillage et de l'incendie.

LE PRINCE LOUIS BONAPARTE.

Le prince Louis Bonaparte, né à Paris en 1808, élevé à Pétranger, ne connaît ni la France ni ses mœurs. — Il parle difficilement notre langue et avec un accent allemand très-prononcé.

En 1850, étant à Rome, il fait ses premières armes contre les Autrichiens, et prend sa part de la défaite des Romagnols. Bonne cause mal défendue.

De retour en Suisse, il fait des livres à l'usage des vingt-deux cantons, livres que la France n'a pas éprouvés le besoin de connaître, malgré les annonces et les réclames multipliées.

Il va d'Arenenberg à Bérac, et s'y fait faire un habit et un chapeau conformes à l'habit et au chapeau de l'empereur.

30 octobre 1856. — A six heures du matin, bruit inaccoutumé dans Strasbourg. Le prince chamarré de cordons, avec quelques amis, réclame la couronne de l'empereur. Il harangue les soldats, — les soldats l'arrêtent.

A huit heures il repasse sans épée, sans décorations, sans cortège, prenant piteusement le chemin de la prison.

On le conduit à Paris, puis à Lorient, puis à New-York. Il écrit une lettre dans laquelle il se félicite de la clémence de Louis-Philippe. Il avoue sa faute. Ses compagnons sont acquittés.

En août 1857, sans se préoccuper de ses promesses, Louis Bonaparte revient en Europe.

Le gouvernement demande son expulsion de la Suisse. Louis Bonaparte réclame le titre de bourgeois de Thurgovie.

drapeau les hommes de sincérité et de bonne foi venus des camps les plus divers. Là est le terrain de la conciliation pour eux ; là aussi est le terrain de la résistance vis-à-vis des hommes de violence et de coups d'état, soit qu'ils nous menacent d'un 31 mai ou d'un 18 brumaire. C'est là que peuvent se rencontrer pacifiquement les idées auparavant en lutte, les idées de conservation et les idées de l'avenir ; car tout progrès y est possible à la condition de s'y opérer sans violence. Conservons ce qui est, parce que ce qui est est par cela même une garantie, parce que ce qui est ne pourrait être renversé sans de nouvelles crises qui nous tueraient ; enfin, parce que ce qui est est bon, que c'est l'œuvre que nous avons douloureusement achevée par neuf mois de souffrances, et que, lorsque nous touchons au terme de l'épreuve, il y aurait une étrange folie à nous renier nous-mêmes pour nous lancer dans de nouveaux hasards. J.-R. M.

La république et la commune.

Chaque commune est une petite république, et la République française est une grande commune.

Dans chaque commune il y a un conseil municipal élu par tous les habitants, qui fait les affaires de la commune ; de même, pour la République, il y a l'Assemblée nationale, élue par tous les Français, qui fait les affaires de la France.

Enfin, dans chaque commune il y a un chef élu, qui est le MAIRE, et de même, dans la République, il y a un chef élu, qui est le PRÉSIDENT.

Chaque maire est le président de sa commune, et le président de la République est le maire de toute la France.

Or, quand il s'agit de choisir un maire, on ne doit pas aller prendre l'homme qui a le plus grand nom, ni celui qui a les plus grandes richesses, ni le fils, ou le gendre, ou le neveu de l'ancien maire, quand même ce dernier aurait toujours bien administré. Ne voyons-nous pas, en effet, tous les jours que le fils d'un homme d'esprit est un sot, et que le fils d'un honnête homme est un intrigant ? Quand il s'agit de nommer un maire, on doit choisir l'homme qui est le plus honnête et qui est le plus capable d'administrer la commune.

De même encore, quand il s'agit du président de la République.

Qu'importe que l'empereur Napoléon ait été le plus grand des hommes de notre siècle et peut-être de tous les siècles ? Ce n'est pas l'oncle qui demande à être élu président, c'est le neveu. (Ere Nouvelle.)

Les neutres.

Il y a une fraction du parti modéré dont l'attitude est curieuse à observer dans la question de la présidence.

Ce sont ceux qui manifestent une égale aversion, ou, si l'on aime mieux, une indifférence égale pour la candidature du général Cavaignac et pour celle de Louis Bonaparte.

Personne n'ignore pourtant que c'est entre ces deux candidats seuls que la lutte sera sérieuse et que se débattira la destinée de la République.

Aussi, ne sommes-nous point trop étonnés des préférences de certains journaux pour le neveu de l'empereur, de même que nous comprenons les sympathies ou les raisons de salut public qui rallient à Cavaignac la majorité de la presse modérée républicaine.

Ce que nous ne pouvons comprendre, c'est la fraction des neutres ou des indécis. — Elle existe cependant. — Elle se compose de quelques légitimistes qui aiment trop leur pays pour jouer son avenir sur le prestige d'un nom, et pas assez la République pour lui donner un chef qui l'installe et l'associe d'une manière digne et durable. — Elle se recrute, en outre, parmi les catholiques dits libéraux qui, par l'organe de l'Univers, ont déclaré mettre leurs voix à l'encre d'une promesse, et voteront pour le premier venu disposé à leur garantir la liberté — comme en Belgique.

Il est évident que les partis qui, dès aujourd'hui, ne savent pas se ranger sous un drapeau et avouer un candidat, se font une très-fausse position. Ils ne cessent, dans leurs journaux,

d'attaquer et de dénigrer les services, les mérites, les opinions, les antécédents, la personne du général ; ils ne peuvent abdiquer le sens commun jusqu'à préconiser les lumières, l'expérience, la réflexion, la capacité ou l'éloquence de son rival. — Et ils attendent !

Ils attendent un nouveau candidat qui leur souscrive quelques promesses illusoire, ou les séduise par quelque trompeuse amorce. — Ils attendent. Vous verrez que la veille de l'élection ils attendront encore. — Et le 10 décembre ? Ils s'abstiendront sans doute, car il serait triste pour eux de se voir réduits à inscrire sur leurs bulletins un nom qu'ils auront persifflé, outragé, calomnié et sali !

En attendant, ils ne perdent ni leur temps, ni leur encre. — Ils ne font grâce à Cavaignac d'aucun des arguments que lui opposent les défenseurs de Louis Bonaparte, et n'épargnent à ce dernier aucune des épithètes que lui jettent ses plus francs adversaires. — Ils se font le complaisant écho de toutes les anecdotes qui peuvent jeter du ridicule ou de l'odieux sur la conduite du chef du pouvoir, et n'oublient rien non plus de ce qui peut compromettre ou discréditer le héros de Boulogne. — Les on dit, les bruits de coulisses, les commérages, les prétendues conversations attribuées au général et où il n'a jamais l'avantage, les absurdités, les invraisemblances, les injures, les calomnies, tout leur est bon pour ruiner un candidat qui, disent-ils, est entraîné fatalement vers la Montagne et le communisme (1) ou bien, qui personnifie la coterie Voltairienne et sceptique du National (2).

Ah ! c'est fatalement aussi, sans doute, que le dictateur élu par l'Assemblée nationale était entraîné contre le communisme retranché derrière les barricades de juin !

C'est fatalement aussi que le président du conseil n'a pas d'ennemis plus déclarés, de détracteurs plus acharnés que les journaux, les hommes et les clubs de la Montagne !

La fatalité, hommes des vieilles superstitions, telle est pour vous la loi suprême des événements, et c'est pour cela que Cavaignac est jugé pour vous, dès-lors qu'il appartient à la coterie du National.

Il s'est associé pour ministres des hommes tels que les Bastide, les Dufaure, les Freslon qui n'ont jamais épousé les rancunes universitaires, les préjugés voltairiens, les sophismes éclectiques ; il a mérité la reconnaissance de l'Eglise par l'intelligence et la loyauté dont il a fait preuve dans les dernières promotions d'évêchés, il a pris la religion par la main et l'a conduite sur nos places publiques, l'associant à toutes les tristesses et à toutes les fêtes de la patrie, il lui a rendu plus d'honneur, d'indépendance et d'éclat qu'elle n'en avait eue depuis longues années ; n'importe ! Cavaignac appartient à la coterie voltairienne et sceptique du National ; ou, s'il s'en est détaché, il y compte encore des amis. — Donc il est voltairien, donc il est sceptique, donc... il ne peut être le candidat des catholiques... de l'école de l'Univers.

Mais l'Ere Nouvelle appuie Cavaignac, mais l'évêque d'Orléans le recommande ! L'Ere Nouvelle est trop avancée, et l'évêque d'Orléans se compromet.

Cavaignac écarté, peut-être le parti qui le combat avec des armes si courtoises, va-t-il se jeter dans les bras du fils de la gloire, auquel l'appui de la Presse donne quelque parfum de morale et de religion ?

Nullement. Louis Bonaparte ne sera pas non plus leur candidat, ce choix est inintelligent, il couvrirait la France de ridicule ; il vient des masses, et c'est à la portion éclairée de la nation à la combattre. Disons en passant que la réflexion est un peu tardive, et que, si toute la presse modérée, au lieu de laisser faire et de laisser passer cette candidature, au lieu de lui donner un sauf-conduit, et de lui frayer la voie par l'opposition hargneuse qu'elle a faite au chef du pouvoir exécutif, s'était attachée à combattre et à démanteler l'édifice napoléonien, nous n'aurions pas en ce moment le spectacle d'une ambition incapable, sur le point de triompher.

(1) Union ci-devant monarchique du 16 novembre.
(2) Gazette de Lyon du 19 novembre.

Peut-être, nous direz-vous, comme la Gazette de Lyon, que cette candidature ne peut pas être combattue, parce qu'elle n'a pas de raison d'être, parce que vous l'envisagez au point de vue providentiel. Comme s'il nous était donné de scruter les mystères de la Providence, et de nous lancer dans l'inconnu sur le char du destin ! Comme si nous devions prendre le point de vue providentiel pour point de départ de notre conduite politique ! — Mieux que personne, nous savons que Dieu conduit les peuples à ses desseins par des voies impénétrables aux habiles et aux politiques d'ici-bas ; mais nous savons aussi que tout homme doit se diriger au point de vue moral, tout chrétien au point de vue chrétien, sans chercher à justifier par la volonté providentielle, par les décrets de la Providence, une conduite humainement et chrétiennement absurde et anti-patriotique. Pour que Dieu le mène, il faut que l'homme s'agite.

Nous disons, en terminant, au parti des neutres : Ayez donc le courage de votre opinion, et renoncez dès aujourd'hui à vous choisir un candidat à la présidence de la République ; car il ne s'en rencontrera pas un qui soit résolu à signer une charte, à lancer un programme, à faire une promesse pour chaque coterie d'électeurs.

Laissez à l'élu de la nation l'indépendance et l'intégrité de ses convictions, ne faites pas de son manifeste une sorte de mosaïque politique qu'il lui sera impossible d'observer, et faites triompher, si vous le pouvez, vos principes, au sein du parlement, qui est toujours le pouvoir souverain, et où vous comptez d'éloquents et de généreux défenseurs.

Songez aussi que, si vous voulez un pouvoir fort, il faut le rendre respectable ; si vous le voulez solide, ne commencez pas par ébranler sa base et par saper ses fondements ; de grâce, arrêtez le torrent de fiel et de venin qui s'échappe de vos journaux, et qui n'aura d'autre résultat que de faire monter au fauteuil de la présidence un homme usé, décrié, déconsidéré, désarmé et flétri.

Fabrique lyonnaise.

XIV.

PRIMES.

La décision de l'administration des douanes au sujet des primes d'exportation, que nous avons fait connaître dans notre numéro d'hier, nous est parvenue trop tardivement pour que nous ayons pu la faire suivre de quelques réflexions.

Bien que, pour notre compte, nous n'ayons jamais mis en doute que cette décision ne fût telle que nous l'avons rapportée, nous ne pouvons que nous féliciter de voir la question tranchée dans ce sens. En effet, il eût été inconcevable, pour ne rien dire de plus, que l'époque du passage du territoire français à l'étranger des marchandises jouissant de la prime exceptionnelle de 4 et demi pour 100 déterminât l'allocation ou le refus de cette prime.

Ainsi, tels produits à destination de l'Amérique, de l'Espagne ou de l'Angleterre, auraient dû, pour jouir du bénéfice du décret du 23 juin, être reconnus en douane quinze ou vingt jours avant le 31 décembre ; tandis que des tissus envoyés en Italie, en Suisse ou dans les Etats sardes, auraient pu n'être expédiés de Lyon que dans les derniers jours de l'année, et l'exportation consommée néanmoins en temps utile. Ceci eût établi une inégalité, un déni de justice qu'il est inutile de signaler avec plus de développements.

En statuant que toute marchandise présentée à la douane avec déclaration avant le 1^{er} janvier 1849 aura droit à la prime d'exportation, sans égard au laps de temps qu'entraînera son transport à l'étranger, l'administration a donc pris une décision conforme à la raison et à l'équité. Nous ne doutons pas que notre fabrique ne profite de quarante jours qu'elle a encore devant elle pour écouler de nombreux produits, d'autant plus que, selon toute apparence, l'allocation de la prime sur les soieries cessera définitivement le 1^{er} janvier prochain.

Quoi qu'en disent les organes de la presse monarchique qui se dit religieuse, le clergé dans la question de la prési-

Il se réfugie à Londres, et vit volontairement parmi ceux qui ont fait mourir l'empereur à Sainte-Hélène, et partageant leurs plaisirs.

Là, dit le journal la Presse, qui aujourd'hui le prône, « Il parade comme un histrion, au ridicule tournoi d'Eglinton, où il étale chaque soir sa nullité parmi les dandys du balcon de Drury-Lane, recommandant son nom par des exploits dignes d'un journal de mode. » (La Presse... 1840).

Il joue une pantomime en public avec un major anglais. Le 5 août 1840, avec une soixantaine de personnes, un aigle vivant, et une prodigieuse quantité de vin de Champagne, le prince descend sur la plage de Boulogne.

Il harangue un poste. Son éloquence produit l'effet ordinaire, on le repousse. Il tire un pistolet de sa poche et ajuste l'officier à bout portant. La balle va frapper au cou un soldat qui était à deux pas de l'officier.

La garde nationale se réveille. Le prince s'enfuit à travers les champs, se jette à la mer, et est repêché sur une bouée.

La cour des pairs le condamne à une détention perpétuelle.

Ce soldat français, blessé par le prince, constitue les états de service de Louis Bonaparte.

Il s'échappe de Ham déguisé en maçon.

Il retourne en Angleterre.

Dans une émeute chartiste, avec quelques autres dandys, il s'engage parmi les constables (hommes de police anglais).

« Londres, paroisse Saint-Jacques, le 5^e octobre 1848.

« Le 6 avril, le prince Louis-Napoléon, demeurant King street, n° 3, Saint-Jacques, a prêté serment comme constable spécial, pour deux mois, à la cour de police de Marlborough street, entre les mains de P. Byngham, écuyer, et il était en fonctions de constable pour la paroisse de Saint-Jacques, le 10 avril, pendant la meeting chartiste, sous le commandement du comte Grey. »

Au mois de juin 1848, on ne sait pas ce que fait le prince

Louis. On pense qu'il est à Londres, dans les théâtres et les fêtes.

Voici la lettre que le prince écrivait après l'affaire de Strasbourg :

« Malgré mon désir de rester avec mes compagnons d'infortune et de partager leur sort, malgré mes réclamations à ce sujet, le roi, dans sa clémence, a ordonné que je fusse conduit à Lorient, pour passer de là en Amérique. Quoique vivement touché de la générosité du roi, je suis profondément affligé de quitter mes coaccusés, dans l'idée que ma présence à la barre, que mes dépositions en leur faveur auraient pu influencer le jury et l'éclairer sur plusieurs faits importants.

« Certes, nous sommes tous coupables envers le gouvernement d'avoir pris les armes contre lui ; mais le plus coupable c'est moi, c'est celui qui, méditant depuis longtemps une révolution, est venu tout à coup arracher des hommes à une position honorable, pour les livrer à tous les hasards d'un mouvement populaire.

« Vous voyez donc que c'est moi qui les ai séduits en leur parlant de tout ce qui était capable de toucher au cœur français : ils me parlaient de leurs serments, je leur rappelai qu'en 1818 ils avaient juré fidélité à Napoléon II et à sa dynastie... « Pour leur ôter même tout scrupule, je leur dis « qu'on parlait de la mort presque subite du roi, et que la « nouvelle paraissait presque certaine. On verra par là combien j'étais coupable envers le gouvernement, et le gouvernement a été généreux envers moi, » il a trouvé que ma position d'exilé, que mon amour pour la France, que ma parenté avec l'empereur étaient des causes atténuantes. »

« Des industriels fameux — qui ont vendu par actions les célèbres mines de St-Bérain, le physionotype et exploité cent affaires restées tristement proverbiales, — entreprennent la candidature du prince Louis Bonaparte. — Ils ont la pro-

messe d'être ses ministres, s'ils réussissent à escamoter son élection.

« Est-ce l'empire qu'on veut nous ramener, — mais l'empire, dit-on, sans la guerre. — Ce serait, dit M. Louis Blanc, qui passe cependant pour ami du prince, « ce serait le despotisme sans la gloire. » — Est-ce l'empire avec la guerre, le despotisme, la conscription et les deux invasions ? — Est-ce l'empire sans l'empereur ? — Qu'est-ce que le prince Louis ? — Un étranger qui ne parle même pas notre langue. — qui ne peut rien dire sans lire une leçon écrite, — un homme qui n'a fait ses preuves ni dans la paix ni dans la guerre, — et qui est venu deux fois en France commettre de criminelles étourderies.

« Les entrepreneurs de l'élection du prince Louis Bonaparte répandent dans les villes et surtout dans les campagnes des contes absurdes. — Ils se trompent ; la lumière et l'éducation ont affranchi en grande partie le peuple français, et d'ailleurs son esprit naturel ne le laissera pas être victime de ces grotesques menées.

« Ici on dit que l'empereur n'est pas mort, — ailleurs on assure que le prince Louis est énormément riche. — Il a trois — quatre — milliards. — Il a trouvé la fameuse caverne de Monte-Christo. — Il payera les impôts de la France pendant trois ans.

« La vérité est que le prince, il y a un an ou deux, cherchait, disaient les journaux de Londres, à emprunter de l'argent ; — mais ce n'est pas un tort qu'une honorable médiocrité, et ce n'est pas là-dessus que nous attaquons le prétendant.

« Tous les journaux ont parlé de son insuccès à la chambre des députés, où il a lu deux discours avec un accent allemand fort singulier. — Le Charivari disait à ce sujet : « On demande pourquoi le prince Louis ne parle pas de la République dans son discours ; c'est qu'on n'a pas pu lui apprendre à dire correctement ce mot qu'il ne peut s'empêcher de prononcer riplique. » (Extrait des Guêpes)

dence se dessine nettement, sinon comme prêtres, du moins comme citoyens, en faveur du nom qui représente le mieux le drapeau de Février. Nous trouvons la signature de l'évêque de Quimper jointe à celle de tous les représentants du Finistère, au bas d'un manifeste destiné à appuyer la candidature du général Cavaignac. Voici d'un autre côté la circulaire que Mgr Latour-d'Auvergne, cardinal-évêque, vient d'adresser au clergé de son diocèse.

Messieurs et chers coopérateurs,
Le clergé est appelé à concourir à l'élection du président de la République française.

Comme citoyens et comme ministres des autels du Dieu vivant, nous ne devons nous proposer d'autre but que le bien véritable de notre chère et belle patrie.

Songez que, si le doigt de Dieu s'est manifesté d'une manière remarquable dans la révolution du 24 Février, nous devons oublier la part que quelques hommes ont voulu y prendre pour en faire leur œuvre et leur profit; et voyant avec raison l'action unique de la Providence dans les choses de ce monde, ne nous occupons, pour l'élection du président, que de l'unique moyen que le ciel nous laisse maintenant d'assurer parmi nous le retour de l'ordre, de la tranquillité, de la paix et du maintien de notre sainte religion.

Définissons-nous avec soin des vaines jactances de quelques hommes, de leurs fallacieuses promesses, et choisissons l'homme que l'amour de notre patrie et notre sagesse nous inspireront d'élire.

Plusieurs de vos confrères m'ont demandé qui je choisirais. J'ai même été pressé de m'expliquer là-dessus.

Voici la réponse que je me suis permise :

« L'éducation que j'ai reçue m'a appris que la reconnaissance était la vertu de l'âme honnête et généreuse; je n'oublierai jamais notre délivrance de l'insurrection du mois de juin dernier; du reste, je suis le fils d'un homme d'épée, j'ai porté moi-même les armes un instant, je voterai pour un sabre. Je connais la France, je croirai la servir ainsi et lui prouver que je l'aime comme elle le mérite. »

Telle a été l'expression de la pensée que je me suis permis de livrer à vos confrères, mes très-chers coopérateurs; je vous l'abandonne avec toute la franchise d'un bon Français. Si vous jugez devoir l'adopter, j'en serai assurément très-flatté, et je vous en aimerais davantage, si déjà vous n'aviez pas conquis toutes les affections de mon cœur.

Il est certains masques d'impartialité trop menteurs pour que nous ne les arrachions pas de temps à autre, quand l'occasion s'en présente.

Que penser, par exemple, de l'impartialité d'un journal qui, après avoir refusé d'insérer les programmes de certains comités qui n'étaient pas tout-à-fait dans sa couleur, donne tout au long le manifeste du congrès de Tours hostile à son candidat?

Il y a là, — hypocrisie, — ou légèreté.

En tous cas, — il y a deux poids et deux mesures.

Ménées bonapartistes.

Le Capitole de Toulouse publie la correspondance suivante, qui lui est adressée de Paris :

« M. Thiers recommande instamment à tous ses amis de voter pour le neveu de l'empereur. C'est le texte de toutes les lettres qu'il envoie en province; c'est sa réponse à tous les conseils qui lui sont demandés. »

— La Presse dit aujourd'hui en parlant du nom de Napoléon :

« Ce nom sera toujours le plus aimé, le plus connu, le plus respecté du peuple. Il sera toujours le plus lumineux, le plus pur, le plus glorieux de notre histoire. C'est le nom dont s'enorgueillira l'humanité dans son magnifique avenir. C'est le nom écrit dans le cœur de la France. »

Que ce nom sorte triomphant de l'urne au 10 décembre et nous verrons avant dix mois ce qu'il en sera de lui.

Comité électoral des Démocrates progressistes du Rhône.

Lyon, le 21 novembre 1848.

Citoyen Rédacteur,

Le Comité électoral des Démocrates Progressistes n'ayant pu obtenir de la rédaction du journal le *Peuple Souverain*, l'insertion des réponses aux attaques injurieuses qu'elle s'était permises contre ses membres dans sa feuille du 9 courant, a de nouveau recours à votre obligeance, et vous prie d'insérer dans votre prochain numéro cette seconde et dernière lettre.

Salut et fraternité.

Pour le bureau :

D^r DUSSURGEY, vice-présid. ; D^r RIVAUD, secrétaire.

Au citoyen rédacteur du *Peuple Souverain*.

Citoyen,

En refusant jusqu'à ce jour avec une obstination calculée, d'insérer dans votre feuille la réponse du comité électoral des démocrates progressistes aux insinuations malveillantes et aux doutes hypocrites que vous avez cherché à répandre sur le compte de ses membres dans votre numéro du 9 courant, vous avez commis un acte de couardise et de mauvaise foi; vous avez compris, sans doute, que nous étions dans le vrai, que nous avions touché juste; et vous avez reculé devant une publication qui pouvait éclairer l'opinion publique.

Oui, citoyens du *Peuple Souverain*, vous avez eu peur que ce simple éclair de vérité ne vous fit trébucher du piédestal que vous vous êtes dressé avec tant de peine, et ne fit tomber pour toujours ce masque de patriotisme dont vous vous êtes servis si long-temps pour couvrir vos ambitions mesquines. Mais il fallait bien que justice soit faite, vous aviez jeté le gant, nous devions le relever; nous l'avons fait avec empressement, et nous avons appelé, comme nous appelons aujourd'hui à être juges du camp, tous nos concitoyens.

Nous avons dit, et nous le répétons, que, quelles qu'aient été vos intentions, vous n'avez fait que des fautes; que, par des menaces étudiées, par des manifestations imprudentes et presque toujours inutiles, vous aviez voulu effrayer la population; nous avons ajouté que, par cela même, vous aviez donné une force immense à la réaction, qu'elle s'était ac-

crue, de jour en jour, de vos conséquences; et que vous aviez compromis l'avenir de la République; osez-vous dire que ce n'est pas rigoureusement vrai?

Et encore aujourd'hui que faites-vous? Dans un moment où l'accord et la bonne harmonie seraient si nécessaires, où tous les démocrates ne devraient avoir qu'une même pensée et qu'un même but, vous cherchez à les diviser; vous faites un camp à part des démocrates socialistes; vous faites et défaites des candidats à la présidence; mais dites-nous ce que vous feriez de plus, si vous étiez à la solde des ennemis de la République?

Eh! bien, puisqu'il faut vous le dire, vous n'êtes que des ambitieux. Vous espérez faire acheter votre silence, et une fois votre ambition satisfaite, votre patriotisme si turbulent s'évaporerait bien vite, et vous abandonneriez ceux qui vous auront servi de marchepied. Voilà la vérité, la vérité toute entière, et nous pourrions déjà citer des exemples.

Croyez-nous, cessez ce triste et honteux tripotage, le temps des coteries est passé; il ne suffit pas, pour se dire patriote, d'attaquer à tort et à travers les opinions des autres démocrates: il faut aussi être honnête homme, loyal, parfaitement désintéressé, et d'un dévouement à toute épreuve; il faut surtout comprendre et pratiquer la fraternité! Voilà, selon nous, la formule du patriotisme, et nous la présentons à nos amis comme à nos ennemis.

Certes! nous ne sommes pas contents de tout ce qui se passe, nos espérances ont été cruellement déçues, l'avenir se présente couvert de nuages; mais nous avons foi dans le bon sens public. La France fait aujourd'hui appel à tous ses enfants. Démocrates lyonnais, unissons-nous! C'est à nous d'éclairer les ignorants, de soutenir les faibles et de faire comprendre à tous la valeur et l'importance du grand acte qui se prépare.

Salut et fraternité.

Pour le bureau :

D^r DUSSURGEY, vice-président. D^r RIVAUD, secrétaire.

Lyon, le 21 novembre 1848.

COURRIER DU MATIN.

Assemblée Nationale.

Séance du 20 novembre. — Présidence du citoyen Lacrosse, v.-p.

A deux heures, la séance est ouverte.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Le citoyen Peupin demande un congé qui est accordé.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret relatif aux caisses d'épargne.

Le cit. **RAMAUD** combat le projet de loi, parce que, d'une part, l'Etat y perd un peu d'avantage sans que le créancier y gagne beaucoup, non plus que la morale; car, à ce point de vue, il n'y a qu'une manière d'être juste, c'est de payer complètement ses dettes et rembourser intégralement. Ajoutez que le mode de remboursement est très-défavorable précisément à ceux qui ont le plus besoin, parce que, faute de pouvoir attendre, ils seront contraints à vendre leurs créances à vil prix. On me dit : Mais comment voulez-vous faire? Indiquez un moyen. Il y en aurait un peut-être, ce serait, au lieu de donner à chaque déposant une inscription, de réunir tous les déposants de chaque caisse dans une inscription collective, en laissant à chaque caisse d'épargne la faculté de régler avec ses déposants nécessaires par la vente d'une partie de son inscription à l'Etat lui-même, qui lui ouvrirait un compte-courant. Je suis persuadé que, si l'on entrait dans cette voie, on éviterait le reproche d'un acte qui ressemble toujours à une banqueroute partielle. Mon système rencontrerait des objections; mais je crois qu'il serait facile de les détruire. On m'opposera la difficulté d'un si grand nombre de comptes-courants. Il serait moins grand qu'on ne pourrait le croire, car il n'y a pas plus de 400 caisses d'épargne sur tout le territoire de la République.

L'orateur termine en disant qu'il a formulé son système en un projet dont il demande le renvoi au comité des finances.

Le cit. **J. DE LASTEYRIE** défend le projet du comité qu'il s'attache à préciser. Après la révolution de Février, dit-il, il ne fut pas possible de pourvoir au remboursement de la dette flottante excessive qui pesait sur le trésor. Le 2 juin, votre comité des finances vous proposa d'opérer la consolidation des bons du trésor et des dépôts des caisses d'épargne en rentes.

L'Assemblée, entraînée par l'impulsion du moment et par cet essor du crédit dont elle ne calculait pas l'instabilité, fixa le taux de 80 fr. et de 55 fr. pour base des consolidations à opérer. Mais vous le savez, la réaction ne se fit pas attendre, les cours exagérés disparurent. La baisse se manifesta et ne s'est plus arrêtée. Les créanciers de l'Etat, loin de trouver dans leurs titres de rentes un équivalent de leurs créances, n'ont pu réaliser.

En cet état de choses, le gouvernement a reconnu qu'il était dû une compensation aux déposants des caisses d'épargne et aux anciens porteurs de bons du trésor. Votre comité s'associe sans réserve à cette pensée et vous propose d'y donner votre sanction.

Nous référant donc aux évaluations approfondies faites en juin et en juillet par le comité et par le ministre des finances, et prenant en considération les chiffres qui viennent d'être exposés, votre comité vous propose d'adopter pour base des compensations à allouer, savoir : pour la rente 5 p. 0/0, le taux de 71 fr. 60 c., et pour le 5 p. 0/0, celui de 46 fr. 40 c.

Voilà ce que j'avais à dire à l'Assemblée, j'espère quelle n'hésitera pas à adopter notre projet, où se trouvent à la fois réunies la justice, l'équité et la bonne politique en dehors, il n'y aurait que fantaisie ou duplicité.

La discussion générale est fermée.

Le cit. **président** : Avant de passer à la discussion des articles, je dois donner lecture d'un contre-projet du citoyen Goudchaux, dont voici la teneur :

Art. 1^{er}. Les consolidations prescrites par l'article 1^{er} du décret relatif aux bons du trésor, auront lieu pour les bons non convertis au cours de 51.

Pour les consolidations déjà opérées, il sera délivré aux anciens porteurs c'est-à-dire à ceux-là mêmes au nom desquels la consolidation aura été opérée, une inscription supplémentaire de rentes 5 0/0, représentant la différence entre le taux de 51 et celui de 55.

Les sommes et les appoints inférieurs à 51 fr. seront payés en numéraire.

Art. 2. Un fonds d'amortissement du centième du capital nominal des rentes créées en vertu du présent décret sera ajouté à la dotation de la caisse d'amortissement.

Le cit. **Goudchaux** développe son amendement à l'occasion duquel il présente une foule de considérations qui ne brillent ni par l'enchaînement ni par la méthode. Il s'attache particulièrement à justifier le Gouvernement provisoire qui, d'après lui, n'a pas fait la révolution de Février, mais l'a acceptée courageusement. Et, en l'acceptant, ces onze

citoyens ont fait preuve d'un dévouement dont on ne leur tient pas assez compte. Quant à la crise dont les bons du trésor et les caisses d'épargne ont subi le contre-coup, le Gouvernement y est complètement étranger, ce sont les déposants seuls qui sont les coupables. Je comprends bien que ce mot exige une explication, qu'il m'est facile de donner. 700 millions ont été versés dans les caisses du Gouvernement. A la chute de ce Gouvernement, ces 700 millions ne s'y trouvaient plus. Ils avaient été versés, ne l'oubliez pas, non pas dans l'intérêt de l'Etat, mais dans celui des déposants. (Interruption.)

L'Etat avait un devoir, celui d'utiliser les capitaux pour ne pas faire perdre au trésor un intérêt annuel de 28 millions. Si les demandes de remboursement s'étaient faites dans la mesure ordinaire, le gouvernement ne serait pas arrivé à la suspension (Bruit.) Mais, au contraire, les demandes de remboursement, sous l'influence de la peur, devinrent telles, que le gouvernement ne peut reculer devant la dure et terrible mesure de la suspension. (Bruit.) Déclinant personnellement la responsabilité du vote du 7 juillet, M. Goudchaux déclare que tout le monde a été d'accord, le ministère, le comité, l'Assemblée, pour fixer le chiffre du remboursement au cours du jour, et l'on avait raison. La mesure était juste. (Oh! oh!) On nous a dit, dans cette discussion, des choses étranges : par exemple, qu'au 7 juillet nous nous trouvions en face de l'inconnu, et qu'à présent il n'en était pas de même. Voilà une assertion que vous ne permettez de ne pas accepter. Mon Dieu, je ne voudrais pas être un oiseau de mauvais augure (ou rit), mais quel est celui de nous qui peut dire quel sera le cours de demain, d'après-demain, si, dans l'avenir, la rente haussera ou baissera. Vous êtes donc comme à cette époque, en face de l'inconnu, avec cette différence, qu'au 7 juillet l'inconnu était une hausse présumée dont, je pense, on ne serait pas venu nous apporter les bénéfices, si nos prévisions se fussent réalisées. (Mouvement.)

La proposition d'indemnité telle qu'elle est faite par votre comité serait, de la part de l'Etat une prodigalité, parce qu'il n'y a pas de sa part une dette réelle. Or, vous ne pouvez pas, vous ne devez pas prendre dans notre trésor une somme considérable pour acquitter bénévolement une dette fictive. Et puis, prenez-y garde, vous créez un précédent fâcheux. Supposez que la rente vienne encore à baisser, ne serait-on pas fondé dans quinze jours, dans un mois, à venir vous demander une nouvelle restitution? (Mouvement.) De restitution en restitution vous arriverez aux plus déplorables conséquences, à provoquer de nouvelles baisses qui vous conduiraient à la banqueroute.

Je crois avoir suffisamment établi que l'honnêteté a été complètement respectée par le décret adopté le 7 juillet, et que ce qu'on vous propose n'est pas plus honnête. (Oh! oh!) J'espère donc que l'Assemblée n'hésitera pas à se rallier à mon projet, qui concilie également la prudence et l'équité. (Très-bien.)

La séance continue.

PARIS, 20 novembre 1848.

Correspondances particulières de LA LIBERTÉ.

Il nous est arrivé, au sujet de l'élection prochaine du président de la République, les nouvelles suivantes, dont nous garantissons l'entière exactitude : Marseille vote pour le général Cavaignac ; M. Ledru-Rollin aura, dit-on, la majorité dans le Vaucluse ; les légitimistes du Tarn nommeront le général Cavaignac. On nous assure que M. Thoré a écrit de Londres au comité central démocratique, pour s'opposer à la candidature de Ledru-Rollin, qu'il qualifie de traître. Dans les clubs et dans les rangs de la République rouge, en général, il y a maintenant deux partis bien tranchés, les Rollinistes et les Raspailistes. Les deux griefs qu'on reproche de préférence à M. Ledru-Rollin, c'est d'avoir fait battre le rappel le 16 avril, lors de la manifestation préparée par Blanqui au Champ-de-Mars, et c'est d'avoir pris part, comme ses collègues de la commission exécutive, à la répression de l'émeute aux journées de juin.

— On annonce la mort de Méhémet-Ali, pacha d'Egypte; cette nouvelle est arrivée hier soir à Paris vers 9 heures. La mort du vice-roi d'Egypte, prévue depuis long-temps, ne changera rien aux rapports de la Porte avec l'empire créé sur les bords du Nil par une haute et puissante intelligence.

— Le comité de la justice va prochainement examiner la proposition de M. Crémieux sur la responsabilité du président de la République et des ministres. Cette proposition ne contient pas moins de 42 articles, classés sous les titres : 1^o Des crimes ou délits qui donnent lieu à sa responsabilité ou à sa poursuite ; 2^o de la poursuite ; 3^o de la formation du tableau du jury, de l'examen et du jugement ; 4^o de la calomnie, des dommages-intérêts, des condamnations pour plainte ou pour dénonciation calomnieuse.

— L'association démocratique, dont nous avons annoncé hier l'organisation définitive, s'est réunie ce soir : elle comptait plus de deux cents membres.

A l'unanimité, elle s'est prononcée en faveur de la candidature du général Cavaignac.

—Le bruit se confirme que des conférences sont ouvertes à Rome pour la concession du chapeau de cardinal à monseigneur Sibour, le nouvel archevêque de Paris.

— On annonce que le général Cavaignac, dans le cas où il ne serait pas nommé à la présidence de la République, a l'intention, pour raison de santé, de partir pour la Grèce avec sa mère.

— On prête le mot suivant à M. Pasquier, sur M. Louis-Napoléon : « Que voulez-vous que je vous dise de lui? Je l'ai jugé, et je ne puis revenir sur mon arrêt. » On sait que M. Louis-Napoléon a comparu devant la chambre des pairs, dont M. Pasquier était président.

— Une réunion socialiste convoquée hier soir dans la salle de la rue Montesquieu, réunion qui avait pour objet avoué l'appréciation des candidatures à la présidence de la République, a été troublée par des scènes de la nature la plus déplorable. Plusieurs représentants classés dans la fraction de la minorité que l'on désigne sous le nom de la *Montagne*, y ont été l'objet d'attaques de la dernière violence. Entre dix et onze heures, quand la réunion, qui était très-nombreuse, s'est séparée sous l'impression des sentiments les plus divers

et les plus passionnés, elle a trouvé la rue encombrée d'une foule tellement compacte, qu'il était presque impossible de la traverser, et que les agents de la force publique ont eu une peine extrême à la dissoudre.

Ce matin le bruit s'était répandu que, par suite de ce qui s'était passé au club Montesquieu une rencontre avait eu lieu entre un des orateurs les plus véhéments et l'un des membres de la Montagne. On allait jusqu'à dire que ce dernier avait été blessé, tué même. Il n'en était rien.

— Un événement enveloppé d'un certain mystère, préoccupé Amiens. Un soldat de l'un des régiments en garnison dans notre ville se présenta hier chez un armurier, et lui proposa de lui acheter toutes les armes de guerre qu'il pourrait se procurer. Pendant les pourparlers qui eurent lieu à ce sujet, le soldat laissa comprendre à l'armurier qu'il ne faisait que s'acquitter d'une commission dont il avait été chargé par deux personnes étrangères à la ville.

Ce fait parut à la police, qui en fut prévenue, assez grave pour mériter d'être éclairci. Le soldat fut recherché et conduit ce matin devant son colonel, auquel il fit des aveux complets. Peu d'instants après, par un heureux concours de circonstances, on pouvait s'emparer des deux hommes qui lui avaient donné cette étrange mission.

Nos renseignements ne sont pas assez précis pour que nous entrions ce soir dans tous les détails de cette affaire. On parle de passeports sous de faux noms, de laisser-passer pour armes de guerre portant le timbre du ministère de la guerre. Le procureur de la République a fait arrêter ces hommes, qui ont été provisoirement enfermés au beffroi par les soins de la police municipale.

Portefeuille financier.

Nos fonds montrent de la fermeté, et les dispositions paraissent meilleures. Il s'est fait encore aujourd'hui un escompte assez important (72,000 de rentes 5 %), et ces escomptes qui se renouvellent chaque jour commencent à intimider les spéculateurs à la baisse. Il n'a circulé aucun bruit et les affaires ont été, du reste, assez calmes. Les opinions diverses pour le choix du président de la République commencent à se dessiner nettement à la Bourse: la haute banque, les gros capitalistes, voteront pour le général Cavaignac; ceux qui, au contraire vendent dans l'espérance de désordres, les spéculateurs sans consistance, et c'est malheureusement le plus grand nombre, choisissent pour leur candidat Louis-Bonaparte.

EXTÉRIEUR.

Prusse. — On avait dit que l'ambassadeur britannique, lord Westmoreland et l'ambassadeur de France, M. Arago, s'étaient rendus à Potsdam pour détourner le roi de Prusse du projet de faire transférer l'Assemblée nationale à Brandebourg. Le *Moniteur Prussien* dément cette nouvelle. On dit que le roi aurait l'intention d'octroyer vers la fin du mois une constitution pareille à celle de la Belgique.

La *Gazette Nationale* annonce que le général Wrangel a fait occuper tous les chemins de fer qui aboutissent à la capitale, afin d'empêcher qu'on ne vienne en armes à son secours.

Jullius Frobel, qui avait été condamné à mort à Vienne en même temps que R. Blum, est arrivé à Dresde le 14 au soir. Le jugement du conseil de guerre, qui le condamnait à être pendu, lui avait été lu; sa grâce lui a été annoncée ensuite, et tous les officiers présents se sont jetés à son cou. Un écrit qu'il a composé sur l'unité de l'Autriche semble avoir contribué à le faire gracier.

Danemark. — Le ministère danois est tombé devant l'expression de l'opinion publique, comme soupçonné d'avoir prêté les mains à des négociations de paix entreprises sous les auspices de l'Angleterre, et ayant pour base une ces-

sion partielle du Schleswig. On suppose que le pouvoir va passer entre les mains du parti scandinave exclusif qui veut la guerre.

Ce parti, qui est en grande majorité dans la Chambre, a fait pousser avec beaucoup d'activité les préparatifs militaires.

Il en résulte, dans le budget qui vient d'être présenté, un déficit de dix millions bankaler (environ 30 millions de francs, qu'il sera impossible de couvrir que par un emprunt forcé.

Espagne. — Les nouvelles de Maestrazgo sont de plus en plus favorables. Les bandes ont disparu; le général Villalonga a dû transférer son quartier-général à Morella, afin de surveiller les allées et venues des bandes catalanes, et d'appuyer les opérations de son collègue, le général Cordova.

— La soumission des chefs carlistes Rojo et Peco a produit l'effet que l'on était en droit d'en attendre. La Manche et l'Estramadure sont complètement délivrées des bandes montéolinistes.

Méditerranée. — La frégate à vapeur le *Panama*, de 450 chevaux, qui faisait partie de l'escadre de l'amiral Baudin, en a été détachée le 15, pour se rendre à Alexandrie, afin de garantir les Français résidant dans cette ville, et auxquels la mort d'Ibrahim pacha aurait pu inspirer quelque crainte.

L'escadre de l'amiral Baudin était, le 12 novembre, dans les eaux de Baïa, et l'amiral Parker se trouvait, à la même date, devant Naples avec cinq vaisseaux et deux grands bâtiments à vapeur.

NOUVELLES LOCALES.

Voici quels sont en ce moment les représentants du Rhône absents par congé :

MM. Aubertier, Chanay, Gourd, Mourand, Paullian.

Tous les autres représentants du Rhône, à l'exception de M. Laforest, ont pris part à un scrutin qui a eu lieu le 16.

— M. le directeur des postes a accueilli les réclamations qui lui ont été adressées relativement aux heures de départ du courrier de Duerné qui transporte les dépêches de Chazelles, St-Symphorien, etc.

Depuis hier le service est rétabli comme par le passé. Ce courrier ne part plus à huit heures du matin, mais à quatre heures du soir.

— Nous recevons du citoyen Maillard une réclamation telle-ment merveilleuse que nous craindrions de passer, en l'insérant, pour des convives de L. Blanc, si cet inventeur n'offrait la preuve sur place de son assertion.

Que ceux donc qui voudront voir un nouveau système de chemin de fer *syphidique*, *id est*, traversant les airs par-dessus bois, montagnes, vallées, villes et rivières, etc., sans frais, aillent rue Belle-Cordière, n° 2, au 2^e, ils y verront fonctionner le modèle de cet ingénieux perfectionnement de midi à trois heures.

Prix : — 50 centimes.

— Les décrets des 27 avril et 2 mai 1848 ont réuni à la Banque de France les banques départementales de Rouen, de Lyon, du Havre, de Lille, de Toulouse, d'Orléans, de Marseille, de Nantes et de Bordeaux.

L'art. 6 du décret du 27 avril porte en substance que, 6 mois après sa promulgation, les billets émis par les banques départementales cesseront d'avoir cours comme monnaie légale, et que les porteurs desdits billets seront tenus de les présenter dans ce délai à la Banque de France ou à ses comptoirs, pour les échanger contre des billets des comptoirs.

Le retrait des neuf dixièmes des billets émis par les anciennes banques départementales est déjà effectué; mais, comme il importe de terminer promptement cette opération,

les porteurs des billets de cette espèce qui restent encore en circulation sont invités à les présenter *directement*, soit à la caisse d'échange de la banque centrale à Paris, soit aux caisses des succursales dans les départements.

Le directeur de la succursale de Lyon, EM. TEISSIER.

Soies. Aubenas, le 18 novembre 1848. — Pendant le courant de cette semaine, la vente des grèges a été d'une bien faible importance sur les marchés du midi. Les acheteurs qui les fréquentent ont bien voulu manœuvrer à la baisse, mais ils se sont trouvés en face de détenteurs qui, peu satisfaits des offres qu'ils recevaient, ont retiré leurs soies de la vente.

C'est à la cote ci-après qu'il y a eu seulement quelques transactions à St-Ambroix, à Joyeuse, et à notre marché d'Aubenas.

36 fr. le kilo, pour le grand beau.
34 à 35, pour les premières qualités.
32 à 33, pour les deuxièmes.
30 à 31, pour l'intérieur.

Les soies d'ordre restent bien tenues aux sources, mais sans demandes.

A Marseille on a reçu, par divers bateaux à vapeur, 52 balles, dont 11 b. Payemboul, 15 b. Castravan, et 26 b. diverses qualités en transit.

Par suite d'un débarquement en qualité de Syrie, 36 b. de Castravan ont trouvé preneurs au prix de fr. 11. Les qualités de Brousse ont encore donné lieu à quelques achats sans variation sur les prix de la semaine précédente.

On annonce pour le 22 du courant une enchère judiciaire d'environ 1,400 k. soie grège d'Italie.

31 balles Mestoup Sélé, 13 25 14 le 1/2 k.
14 » Brousse C. et L. G. 13 — 13 50
36 » Castravan, 11 — —

La vogue immense que s'est acquise en peu d'années la **PÂTE DE GEORGÉ**, pharmacien d'Epinal (Vosges), est fondée sur son efficacité contre les IRRITATIONS DE POITRINE, les RHUMES et les ENROUEMENTS. — Elle se vend moitié moins que les autres, dans toutes les meilleures pharmacies de Lyon, et principalement chez MM. LARDET, place de la Préfecture, n° 16; Vernet, place des Terreaux, n° 45, et à la pharmacie, place des Célestins; Saint-Etienne, GARNIER-MARTINET, pharmacien, rue de Foy, n° 1; Chalon-sur-Saône, POURCHER, Grande-Rue; Mâcon, MOSEL, pharmacien, et Genève (Suisse), ROUZIER.

M. GEORGÉ a obtenu deux médailles d'or et d'argent pour la supériorité de sa Pâte pectorale.

Bourse de Paris du 20 novembre 1848.

Cinq pour cent, 64 20. — Dito fin courant, 64 25. — Trois pour cent, 41 33. — Dito fin courant, 41 30. — Quatre pour cent, » ».	Quatre canaux, » ».
Actions de la banque, 1323 ».	Rentes de Naples, 77 50.
	Dettes actives d'Espagne, ».
	Emprunt romain, 63 7/8.
	Oblig. piémontaise, 80 ».

CHEMINS DE FER.

Paris à Orléans.	572 50	Orléans-Vierzon	213 75
Paris à Rouen.	347 50	Montereau à Troyes. » »	
Rouen au Havre.	160 »	Nord.	340 »
Paris à Strasbourg.	323 »	Amiens-Boulogne.	» »
Paris à Lyon.	» »	Tours à Nantes.	310 »
Avignon à Marseille.	157 50	Dieppe.	» »
Versailles, rive droite.	» »	Bordeaux à Cette.	» »
Id. rive gauche.	» »	Lyon à Avignon.	» »
Bâle à Strasbourg.	76 23	Centre.	» »
Saint-Germain.	» »	Paris à Sceaux.	» »
Orléans-Bordeaux.	» »	Sceaux.	» »

Spectacles du 22 novembre 1848.

Grand-Théâtre. — Relâche.
Théâtre des Célestins. — La Foi, l'Espérance et la Charité. — Le Réveil du Lion.

Le Directeur-Gérant, JACOTTET.

Les Insertions et les Avis se reçoivent à Lyon, rue Centrale (angle de la rue Grenette).

INSERTIONS ET AVIS.

Le prix des Insertions et des Avis est fixé à 15 c. par ligne, qui se paie, comme d'usage, à l'avance.

ANNONCES DIVERSES.

AVIS.

MM. HENRY et DESPREZ, directeurs divisionnaires de l'Urbaine, compagnie anonyme d'assurances contre l'incendie et sur la vie, ont l'honneur de prévenir que, depuis le 1^{er} novembre 1848, ils sont fondés des pouvoirs de la compagnie la **Bienfaisante**, pour tout ce qui concerne l'agence de ladite compagnie, à Lyon.

Le siège de la **Bienfaisante**, à dater de ladite époque, a été transféré du quai d'Orléans (maison Hasse) dans les bureaux de l'Urbaine et de l'Indemnité réunis, place de la Platière, n° 1.

PHARMACIE DE PH. QUET, à Lyon,

Rue de la Préfecture, n. 5.

Maison de confiance pour la bonne préparation des remèdes employés pour la guérison des maladies secrètes, dartres, syphilis.

Dépôt des Capsules au **Baume de Copahu pur**, sans odeur ni saveur, contre les écoulements récents ou anciens.

Injection astringente d'un effet assuré dans les cas chroniques qui auraient résisté à tout autre remède.

Suspensoir élastique indispensable à ceux qui montent à cheval ou qui font des exercices.

LA SILHOUETTE

Illustration pour rire,

Paraît le Dimanche avec 24 colonnes de texte et quantité de caricatures, charges et portraits charivariques des notabilités de tout genre.

PARIS : UN AN, 6 fr.; 6 MOIS, 3 fr. 50 c.; 2 fr. en sus par an pour la province; 4 fr. pour l'Etranger soumis au port double.

On s'abonne chez les libraires, aux messageries, par un mandat de la poste ou par un on sur Paris.

Les abonnés de 6 mois recevront en primes les *Journées de Juin* et les *Journées de Février*, 2 jolis vol. in-32, ornés des portraits des membres du gouvernement provisoire et autres gravures au nombre de 50.

Les abonnés de 12 mois auront droit, en outre, à *Paris Masqué*, les *Bals d'hiver*, par Auguste VITU; 1 vol. format anglais, illustré de 50 vignettes, dues au crayon de nos premiers artistes.

Les premiers abonnés pour un an pourront, à leur choix, recevoir en remplacement de ces trois volumes, un album de douze caricatures, par MM. de Beaumont, Henri Emy, etc. dont il reste encore quelques volumes.

Le tout est envoyé franco au domicile de l'abonné.

SIROP ET PÂTE PECTORALE D'ESCARGOTS

2 FR. la Boutelle.

1 FR. 50 c. la Boîte.

Préparés au sucre candi.

Chez MALIGNON, pharmacien, grande rue Mercière, 11, à Lyon.

TRAITEMENT SIMPLIFIÉ.

GUÉRISON prompt et radicale de Maladies secrètes et de la peau. Vice du sang, Dartres, Gâles, etc., etc., par l'**ESSENCE concentrée de Salsepareille d'Amérique**, remède entièrement végétal.

Prix : 5 francs le flacon.

INJECTIONS INFALLIBLES, Extraites du Traité de Thérapeutique de D^r LUPI.

Pour guérir en quelques jours seulement les gonorrhées ou écoulements, même les plus invétérés.

Prix : 3 fr.

Chez CAMUSET, pharmacien, place des Carmes, 14, vis-à-vis l'hôtel du Parc.

N. B. On ne saurait mettre en doute le service que nous rendons à l'humanité en supprimant les tisanes, les sirops, les pilules, et tout le long attirail mercuriel dont on a l'habitude de gorger le malade. Non seulement nous avons simplifié le traitement, mais nous offrons les vrais antidotes du mal vénérien: seuls moyens de se débarrasser, en très-peu de temps, d'une maladie qui, et presque sans peine, d'une maladie qui, si elle n'est pas toujours très-grave, est toujours très-ennuyeuse, et décourage souvent par la persistance de ses symptômes.

LYON.—IMPRIMERIE DE MOUGIN-RUSAN.